

Brochure n° 3258

**Convention collective nationale**

**BÂTIMENT**

**IDCC : 1597. – Ouvriers  
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

**ACCORD DU 17 FÉVRIER 2014  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014  
(CENTRE)**

NOR : ASET1450549M  
IDCC : 1597

Entre :

La FFB Centre ;

La FFIE DR Centre ;

La CAPEB Centre,

D'une part, et

La SF FO Centre ;

l'UR CFDT Centre ;

La fédération BATIMAT-TP CFTC Centre,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (entreprises de plus de 10 salariés), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Centre à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014.

**Article 2**

Par dérogation aux articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les parties signataires du présent accord ont fixé, forfaitairement, le barème du coefficient 150, pour un horaire mensuel de 151,67 heures, comme suit :

*(Voir tableau page suivante.)*

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE mensuel minimal (pour 35 heures hebdomadaires)	SALAIRE horaire minimal
<b>Niveau I</b> Ouvriers d'exécution : – position 1	150	1 445,42	9,53

Le barème des coefficients 170 à 270, réévalués selon l'accord du 1<sup>er</sup> novembre 2013, reste en vigueur.

### **Article 3**

Le présent barème pour le coefficient 150 entrera en application à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014.

### **Article 4**

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction des relations du travail du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et au greffe du conseil des prud'hommes d'Orléans.

### **Article 5**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Orléans, le 17 février 2014.

(Suivent les signatures.)